

ZIMBABWE

**L'opposition toujours
victime de menaces de mort
et de violences**

Index AI : AFR 46/026/00

Amnesty International a déclaré aujourd'hui (lundi 24 juillet 2000) que les membres et sympathisants du parti d'opposition *Movement for Democratic Change* (MDC, Mouvement pour le changement démocratique) continuaient d'être victimes d'attaques violentes et de menaces de mort depuis les élections parlementaires du 25 juin 2000.

L'Organisation est particulièrement préoccupée par les informations selon lesquelles des soldats auraient frappé des civils dans les environs de Harare et de Kwekwe uniquement parce qu'ils vivaient dans des régions où la population a voté en faveur de l'opposition.

Des hauts responsables du parti au pouvoir auraient menacé de mort David Coltart, député MDC de

Bulawayo-Sud, ainsi que d'autres personnes. Les violences qui ont précédé les élections, et au cours desquelles au moins 30 membres du MDC ont été tués, incitent Amnesty International à prendre ces menaces de mort très au sérieux.

À Kwekwe, le président de la section électorale du MDC, Mutyanda Mandishona, a été frappé à mort le 28 juin. Au cours de la période ayant précédé les élections, Blessing Chebundo, député MDC de Kwekwe, a été victime d'intenses manœuvres d'intimidation et son domicile a été incendié. Les membres de la famille de son directeur de campagne, Abraham Mtshena, ont été frappés et sa maison a elle aussi été réduite en cendres. Un de ses fils a été grièvement brûlé et a dû être hospitalisé. Tous ces

incidents ont été signalés à la police qui, à la connaissance d'Amnesty International, n'a pris aucune mesure à ce jour.

Le 28 juin, trois jours après les élections, le député MDC de la circonscription électorale de Dzivarasekwa à Harare, Edwin Mushoriwa, et des sympathisants du MDC ont été frappés par des membres de l'armée. Une centaine de ces sympathisants étaient en train de célébrer leur victoire électorale lors d'un rassemblement autorisé par la police lorsque des soldats ont surgi d'un camion et les ont frappés à coups de crosse de fusil. Au moins cinq d'entre eux ont dû être hospitalisés.

Ces cas s'inscrivent dans une politique inquiétante de violences et d'intimidation menée contre les opposants réels ou présumés du gouvernement après les élections. Les forces de sécurité seraient impliquées dans certaines de ces actions.

« Les démarches

entreprises récemment par l'opposition pour contester les résultats des élections pourraient entraîner de nouvelles violences de la part des sympathisants du gouvernement, a souligné Amnesty International. Des milliers de membres de l'Organisation sont en train d'écrire au gouvernement du Zimbabwe pour lui demander de protéger les membres et sympathisants de l'opposition ».

Amnesty International demande au ministère de la Défense d'enquêter sur les informations selon lesquelles des soldats auraient frappé des civils et de déférer à la justice les auteurs présumés de ces agissements. ●

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter le service de presse d'Amnesty International à Londres, au 44 (0) 207 413 5566, ou consulter notre site web :

<http://www.amnesty.org>